



Le 3 juin 2026

### TABLE DES MATIÈRES

#### SERVICES VÉTÉRINAIRES

M. Savoie

L'hon. M. Finnigan

M. Savoie

L'hon. M. Finnigan

M. Savoie

L'hon. M. Finnigan

M. Savoie

L'hon. M. Finnigan

M. Savoie

L'hon. M. Finnigan

M. Savoie

L'hon. M. Finnigan

M<sup>me</sup> Scott-Wallace

L'hon. M. Finnigan

M<sup>me</sup> Scott-Wallace

L'hon. M. Finnigan

M<sup>me</sup> Scott-Wallace

L'hon. M<sup>me</sup> Holt

# Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

## Questions orales

M<sup>me</sup> Bockus

L'hon. M<sup>me</sup> Holt

M<sup>me</sup> Bockus

L'hon. M. Finnigan

M<sup>me</sup> Bockus

L'hon. M. Finnigan

### ÉDUCATION

M<sup>me</sup> Mitton

L'hon. C. Johnson

M<sup>me</sup> Mitton

L'hon. C. Johnson

M<sup>me</sup> Mitton

L'hon. C. Johnson

L'hon. C. Johnson

### SERVICES VÉTÉRINAIRES

M. Savoie

L'hon. M<sup>me</sup> Holt



[Original]

### SERVICES VÉTÉRINAIRES

**M. Savoie** (Saint John-Est, chef de l'opposition officielle, PC) : Comme toujours, je vous dis bonjour, Madame la présidente.

[Traduction]

Madame la présidente, les agriculteurs sont mécontents des décisions du gouvernement actuel. Voilà la deuxième fois qu'ils viennent à l'Assemblée législative pour essayer de se faire entendre sur le fait que la décision d'éliminer les services vétérinaires provinciaux et de privatiser les services n'est pas la bonne marche à suivre. Ils ont rencontré le ministre et se sont retirés des discussions parce que les parlementaires du côté du gouvernement ne les écoutent tout simplement pas. Nous voyons maintenant des vétérinaires, qui ne sont pas obligés de travailler dans des conditions incertaines, entamer le processus en vue de quitter la province. Un vétérinaire l'a déjà annoncé, et quelques autres vétérinaires s'apprêtent à partir, puisqu'ils ont plusieurs offres d'emplois à l'extérieur de la province.

La première ministre parle beaucoup de collaboration et d'un leadership digne de confiance, mais l'on n'en a fait aucunement preuve auprès des agriculteurs. Compte tenu de tous les agriculteurs qui protestent contre sa décision devant l'Assemblée, est-elle disposée à reconnaître la gravité de son erreur et à revenir sur cette décision? Merci, Madame la présidente.

[Original]

**L'hon. M. Finnigan** (Kent-Nord, ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, L) : Merci, Madame la présidente.

[Traduction]

Je tiens à remercier les agriculteurs qui sont accompagnés de leurs animaux et les propriétaires d'exploitations agricoles. Je ne sais pas s'il y en a dans les tribunes. Je les ai rencontrés dehors ce matin. Je comprends certainement leur détermination. En tant qu'agriculteur, je n'ai aucun doute qu'ils sont ici parce qu'ils croient fermement qu'ils doivent faire entendre leur voix. Par une belle journée comme aujourd'hui, il est certain qu'ils préféreraient nettement être sur leur exploitation agricole. Je les comprends.

Je comprends également les préoccupations et les craintes des agriculteurs en ce qui concerne l'accès aux services vétérinaires pour leurs animaux. Je sais aussi que le changement n'est jamais facile. Il n'est jamais tout à fait prévisible. Toutefois, je peux vous dire aujourd'hui que nous continuerons d'avoir de bons services vétérinaires au Nouveau-Brunswick. Non, le laboratoire n'est pas fermé, et l'étude de faisabilité est en cours et nous permettra de déterminer s'il y a une meilleure voie à suivre.

# Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

## Questions orales

[Original]

Merci, Madame la présidente.

**M. Savoie** (Saint John-Est, chef de l'opposition officielle, PC) : Merci beaucoup, Madame la présidente.

[Traduction]

Le moral des vétérinaires provinciaux et des personnes qui travaillent au laboratoire n'a jamais été aussi bas. Ces gens travaillent aux côtés des agriculteurs et connaissent les risques liés à notre sécurité alimentaire et au bien-être des animaux. Ils ont été loyaux et ont fait preuve de dévouement envers les gens qu'ils servent, malgré les difficultés avec lesquelles ils doivent composer chaque jour. Or, le gouvernement actuel veut éliminer les services pour économiser 4 millions de dollars, ce que le ministre des Ressources naturelles a qualifié d'erreur d'arrondissement. Selon ce que disent les gens, les personnes qui travaillent au sein du système, notamment au laboratoire, savent que la transition n'est pas possible et que le tout entraînera un gaspillage d'argent. L'opposition officielle a essayé d'obtenir des réponses claires de la première ministre, mais celle-ci n'en donne jamais. La première ministre donnera-t-elle une réponse ouverte, honnête et radicalement transparente au sujet du coût total de l'étude de faisabilité? Combien coûtera-t-elle? Merci, Madame la présidente.

[Original]

**L'hon. M. Finnigan** (Kent-Nord, ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, L) : Merci, Madame la présidente.

[Traduction]

Madame la présidente, la transition se fera sur une période de 12 mois, et, au cours des deux derniers mois et demi, nous nous sommes employés à rencontrer les associations d'agriculteurs. Nous avons rencontré l'Alliance agricole et nous la rencontrerons encore une fois la semaine prochaine. Nous avons rencontré le Syndicat national des cultivateurs. Nous avons personnellement tenu des réunions avec des représentants des producteurs de lait et des producteurs d'oeufs ainsi que des éleveurs de chevaux, de bovins et de porcs. Nous les avons rencontrés. Nous continuons à tenir des conversations, mais, surtout, nous poursuivons nos rencontres avec nos vétérinaires provinciaux afin qu'ils reçoivent les bons renseignements. Je peux dire aujourd'hui que nous poursuivons le processus de transition. Je suis convaincu que nous bâtissons un modèle vétérinaire durable pour la province du Nouveau-Brunswick, et cela m'encourage beaucoup.

[Original]

Merci, Madame la présidente.



# Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

## Questions orales

**M. Savoie** (Saint John-Est, chef de l'opposition officielle, PC) : Merci beaucoup, Madame la présidente.

[Traduction]

Le gouvernement pense qu'il a les solutions à toutes les questions, mais les gens qui sont ici pour contester la décision savent que ce n'est pas le cas. Le gouvernement Holt, en raison de son arrogance et de ses calculs politiques, pense qu'il peut se tirer d'affaire parce que les agriculteurs ne représentent qu'une petite partie de l'électorat dans la province. Lorsque le ministre de l'Agriculture prend la parole, ses réponses ne durent que quelques secondes. Il lit ses notes, et l'on peut constater son désenchantement. La première ministre ne se soucie manifestement pas de la situation, car, selon elle, il ne s'agit que d'un calcul politique. Elle ne se soucie pas des répercussions sur les agriculteurs. Elle ne se soucie pas des conséquences pour les vétérinaires provinciaux. Elle ne se soucie pas des conséquences pour les travailleurs du laboratoire et ne se soucie certainement pas de la sécurité alimentaire et du bien-être des animaux. La première ministre agira-t-elle dans l'intérêt des agriculteurs, des vétérinaires provinciaux, des employés du laboratoire et de son propre ministre, qui ne veut pas aller de l'avant avec la mesure? Se présentera-t-elle devant les manifestants pour s'excuser du mal qu'elle a causé et abandonnera-t-elle l'attaque contre les régions rurales du Nouveau-Brunswick?

[Original]

**L'hon. M. Finnigan** (Kent-Nord, ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, L) : Merci, Madame la présidente.

[Traduction]

Nous savons que le changement suscite des questions, et je continuerai de veiller à ce que nous communiquions avec notre personnel du laboratoire provincial. J'aimerais rappeler au député d'en face que les renseignements utilisés aux fins de l'étude de faisabilité ont été recueillis dans le cadre de consultations du personnel, de la chef des services vétérinaires et du gestionnaire du laboratoire. Les discussions se poursuivent, Madame la présidente. Nous sommes résolus à faire en sorte que les renseignements soient communiqués directement à l'équipe du laboratoire au fur et à mesure que les discussions et les réunions se poursuivent tout au long du processus.

[Original]

Merci, Madame la présidente.

[Traduction]

**M. Savoie** (Saint John-Est, chef de l'opposition officielle, PC) : Encore une fois, Madame la présidente, le gouvernement n'écoute manifestement pas. Les agriculteurs sont sérieux. Ils

# Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

## Questions orales

ne partiront pas. Les agriculteurs ont offert de payer davantage pour conserver les services. Ils ont même rencontré le ministre afin de trouver des solutions. Ils ont même mis à l'épreuve la théorie du gouvernement selon laquelle le secteur privé pouvait prendre en charge les services. Par crainte de perdre l'accès aux services et compte tenu de la nécessité de prendre soin de leurs animaux, des agriculteurs ont essayé d'obtenir des soins du secteur privé. Quel a été le résultat? Les fournisseurs de soins privés ont été inondés et submergés d'appels et ne pouvaient pas satisfaire à la demande.

Que pensez-vous que les agriculteurs essaient de vous dire par leur présence ici? Être ici représente un énorme sacrifice financier. Regardez-les. Regardez-les dehors. Ils sont ici parce qu'ils ont comparé la perte des vétérinaires et du laboratoire à la perte d'argent qu'entraînera leur présence ici aujourd'hui. Ils devraient préparer de l'ensilage et ensemer leur terre, mais ils sont plutôt ici et perdent de l'argent pour défendre des services dont ils connaissent la nécessité. Madame la première ministre, qu'avez-vous à dire à ces gens qui perdent des revenus pour se défendre contre votre décision malavisée?

[Original]

**L'hon. M. Finnigan** (Kent-Nord, ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, L) : Merci, Madame la présidente. Mon équipe et moi entretenons un dialogue constant avec les vétérinaires du ministère. Nous poursuivrons le dialogue tout au long de la transition pour veiller à ce que les vétérinaires soient bien informés et soutenus. Beaucoup d'information circule sur les réseaux sociaux, Madame la présidente, mais nous voulons nous assurer que les vrais renseignements leur sont transmis.

Madame la présidente, nous nous engageons à veiller à ce que l'information soit communiquée directement à l'équipe de vétérinaires. Les discussions et les réunions se poursuivront tout au long du processus. Merci, Madame la présidente.

**M. Savoie** (Saint John-Est, chef de l'opposition officielle, PC) : Merci beaucoup, Madame la présidente.

[Traduction]

Quelle garantie le ministre peut-il offrir que la privatisation fonctionnera? Le gouvernement Holt garantira-t-il que tous les bureaux, sans exception, resteront ouverts? Le gouvernement Holt donnera-t-il des millions de dollars en équipement? Le gouvernement Holt louera-t-il, vendra-t-il ou fournira-t-il les bâtiments à un promoteur potentiel? Les niveaux de dotation en personnel vétérinaire seront-ils maintenus? Peut-on garantir que personne ne sera mis à pied? Le laboratoire continuera-t-il d'offrir les mêmes services? La rémunération versée demeurera-t-elle ce qu'elle était pour tout le monde, ou y aura-t-il des diminutions de la rémunération? C'est ce qui arrive aux infirmières praticiennes dans le cas de Foundever. Nous savons tous ce qui arrivera si les membres du



# Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

## Questions orales

personnel du laboratoire sont moins bien rémunérés. Ils partiront, car leurs compétences sont très recherchées, et nos agriculteurs et leurs animaux en souffriront.

Les services vétérinaires provinciaux ne sont pas une entreprise. Ce sont des services publics essentiels. La réponse à toutes ces questions est qu'aucun des éléments mentionnés ne peut être garanti. Les services vétérinaires provinciaux doivent être maintenus. La seule façon dont cela se produira, c'est si le gouvernement Holt revient sur la décision. Madame la première ministre, vous avez perdu la confiance des gens, mais vous pouvez la regagner en mettant fin à l'initiative. Écoutez-vous les gens et reviendrez-vous sur la décision aujourd'hui même?

[Original]

**L'hon. M. Finnigan** (Kent-Nord, ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, L) : Merci, Madame la présidente. Le ministère travaillera avec acharnement à assurer une transition favorable tant pour le personnel provincial que pour les clients qu'il sert. En accordant la priorité à une planification efficace et à un engagement continu, nous posons des bases solides pour la prochaine étape. Alors, à mesure que le processus suit son cours, notre engagement de fournir des services de qualité reste inchangé. Nous sommes convaincus qu'un nouveau modèle permettra aux vétérinaires de mieux répondre aux besoins en constante évolution des personnes que nous aidons, et ce, sans compromettre la qualité, Madame la présidente. Merci, Madame la présidente.

**M. Savoie** (Saint John-Est, chef de l'opposition officielle, PC) : Merci beaucoup encore une fois, Madame la présidente.

[Traduction]

Madame la présidente, le message des agriculteurs est clair : Revenez sur la décision. Faites marche arrière. Dites que vous avez eu tort. Les agriculteurs ont offert de payer davantage. Le coût des services vétérinaires équivaut à une erreur d'arrondissement pour votre gouvernement. Il ne s'agit pas d'une entreprise. C'est un service public essentiel. Il y a, à l'extérieur de l'Assemblée législative, des gens qui travaillent chaque jour pour nourrir les gens de la province, soit tout le monde, y compris les enfants dans les tribunes.

C'est un début très bruyant, mais ce n'est que le commencement. Les agriculteurs ne partiront jamais. Ils n'abandonneront jamais. Ils militeront pour leur cause jusqu'à ce que vous les entendiez. Les agriculteurs n'accepteront jamais une telle décision. Ils n'oublieront jamais qui a mis en péril leurs exploitations agricoles et la santé de leurs animaux. Les soins vétérinaires sont des soins de santé pour les animaux. L'opposition officielle appuie les agriculteurs. Nous appuyons les vétérinaires provinciaux. Nous appuyons les services du laboratoire vétérinaire provincial. Il est temps pour le gouvernement Holt d'indiquer sa position. Merci, Madame la présidente.

# Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

## Questions orales

[Original]

**L'hon. M. Finnigan** (Kent-Nord, ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, L) : Merci, Madame la présidente.

[Traduction]

Madame la présidente, ce que je peux dire aujourd'hui, c'est que nous poursuivons le processus de transition. Je suis très encouragé par ce que nous bâtissons et j'ai confiance que nous bâtissons un modèle viable de services vétérinaires au Nouveau-Brunswick — un modèle souple, adaptable et équitable pour nos contribuables, un modèle qui élimine les obstacles actuels empêchant les vétérinaires du secteur privé de venir s'établir dans la province, et un modèle qui s'harmonise à ce qui se fait ailleurs au pays, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador.

Je remercie tout le monde, en particulier les agriculteurs, d'être ici aujourd'hui. J'ai eu une excellente discussion avec eux ce matin. Nous poursuivons le processus. Nous rencontrerons, la semaine prochaine, les représentants de l'Alliance agricole afin de veiller à ce que la transition se déroule conformément au plan de transition. Je suis tout à fait convaincu que nous élaborerons un modèle très viable.

[Original]

Merci, Madame la présidente.

[Traduction]

**M<sup>me</sup> Scott-Wallace** (Sussex-Three Rivers, PC) : Madame la présidente, je commence à avoir l'impression de me répéter. Nous en sommes aujourd'hui au 79<sup>e</sup> jour et, à l'extérieur de la Chambre du peuple, nous sommes entourés des agriculteurs vaillants de notre province, qui demandent au gouvernement de faire preuve d'un peu de compassion à l'égard de leurs animaux et de leurs traditions agricoles, dont certaines se transmettent depuis de générations. Des agriculteurs ont recueilli plus de 70 000 signatures au moyen d'une pétition. Ils se sont présentés trois fois à l'Assemblée législative, ont assisté à de nombreuses réunions, ont rédigé de nombreuses lettres, ont créé et publié du contenu sur les réseaux sociaux et ont reçu du soutien à l'échelle nationale. Ma foi, Madame la première ministre, avez-vous écouté les personnes réunies à l'extérieur aujourd'hui? Le gouvernement a créé un gâchis. Près de 69 % des gens du Nouveau-Brunswick indiquent que leur priorité est la protection des services vétérinaires provinciaux. Ils savent que, si les agriculteurs abandonnent, vendent leurs terres, vendent leurs animaux et cessent leurs activités agricoles, nous en subissons tous les conséquences. Madame la première ministre, vous êtes allée dehors. Qu'avez-vous entendu de la part de notre communauté agricole? Avez-vous même entendu ce qu'elle avait à dire?



# Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

## Questions orales

**L'hon. M. Finnigan** (Kent-Nord, ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, L) : Merci, Madame la présidente. Notre ministère se concentre sur la facilitation de la transition, tant pour les employés provinciaux que pour leur clientèle. En accordant la priorité à la planification efficace et à l'engagement continu, nous jetons des bases solides pour la prochaine étape. Au fur et à mesure que nous progressons, notre engagement envers la qualité des services et leur prestation demeure le même. Nous croyons qu'un nouveau modèle permettra aux vétérinaires de mieux répondre aux besoins changeants des personnes que nous appuyons sans compromettre la qualité des services.

[Original]

Merci, Madame la présidente.

[Traduction]

**M<sup>me</sup> Scott-Wallace** (Sussex-Three Rivers, PC) : Madame la présidente, en effet, les gens peuvent avoir leur propre perspective, mais j'ai du mal à croire que la manifestation dont nous sommes témoins aujourd'hui sur le terrain de l'Assemblée législative puisse faire l'objet d'interprétations divergentes. Les gens de notre communauté agricole savent de quoi ils parlent. Ils ont raison. Vous avez tort. Depuis le dépôt du budget le 17 mars, leur message n'a pas changé du tout. Ils savent très certainement que l'abolition des services vétérinaires et des services de laboratoires aura des effets désastreux. D'autres provinces cherchent actuellement à recruter nos vétérinaires, et les offres sont attrayantes, car elles leur proposent au moins une certaine stabilité. Lorsqu'il y a une pénurie de personnel, on recrute des médecins. On recrute du personnel enseignant. Pourtant, le gouvernement manque totalement de respect envers les médecins de nos animaux. Madame la première ministre, pourquoi nos vétérinaires ne méritent-ils pas que le gouvernement actuel lutte pour les garder?

[Original]

**L'hon. M. Finnigan** (Kent-Nord, ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, L) : Merci, Madame la présidente. Comme je viens de le dire, mon équipe et moi entretenons un dialogue constant avec les vétérinaires du ministère. Il se poursuivra tout au long de la transition afin que ceux-ci soient bien renseignés. Nous avons rencontré les vétérinaires. De plus, au cours des dernières semaines, nous leur avons offert des séances d'information.

Le processus se poursuivra jusqu'à ce que la transition soit terminée, Madame la présidente. Nous nous engageons à veiller à ce que l'information soit communiquée directement aux vétérinaires. Merci, Madame la présidente.

# Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

## Questions orales

[Traduction]

**M<sup>me</sup> Scott-Wallace** (Sussex-Three Rivers, PC) : Madame la présidente, pourquoi le gouvernement est-il aussi déterminé à imposer aux agriculteurs une mesure dont ils ne veulent pas, surtout lorsque le ministère de l'Agriculture est censé les représenter? Depuis le début du cafouillage actuel, les choses ne tiennent pas la route.

Le ministre a dit que le ministère travaillait en collaboration avec des cliniques privées afin d'élargir l'offre de services pour inclure les grands animaux. Si c'est le cas, pourquoi une vétérinaire spécialisée dans les petits animaux a-t-elle communiqué avec moi lundi pour dire qu'elle avait rencontré le personnel du MAAP afin de discuter d'un élargissement de ses services pour inclure les grands animaux pour simplement, comme elle l'a exprimé, être carrément écartée? À huis clos, vous ne vouliez pas vraiment d'un tel élargissement des services vétérinaires, malgré tous les beaux discours que nous avons entendus ici à maintes reprises. Voici ma question : Tout cela était-il décidé d'avance depuis le début, et annoncez-vous un monopole des services vétérinaires dans la province? Nous savons qu'il y a davantage à cette histoire qu'il n'y paraît. Ayez l'obligeance de nous le dire, Monsieur le ministre.

[Original]

**L'hon. M<sup>me</sup> Holt** (Fredericton Sud-Silverwood, première ministre ; ministre responsable des Langues officielles, L) : Merci beaucoup, Madame la présidente. Merci de la question. Oui, j'étais à l'extérieur de l'Assemblée législative et j'ai parlé aux membres de l'Alliance agricole du Nouveau-Brunswick. J'ai parlé à ses représentants et à des agriculteurs de mon ancienne circonscription que je connais bien. Nous nous sommes rendu compte qu'ils s'inquiétaient de ce qui est à venir. J'ai été en mesure de leur dire que, grâce au travail du ministre et au travail que notre gouvernement fait en collaboration avec les membres de l'Alliance agricole du Nouveau-Brunswick, le secteur privé et les vétérinaires de la province, le 1<sup>er</sup> avril, le service en place répondra à leurs besoins. Le laboratoire restera ouvert, comme nous l'avons dit à de nombreuses reprises.

[Traduction]

Le laboratoire demeurera ouvert. Les pathologistes continueront d'y travailler. L'agrément demeure en place. Nous veillerons à la sécurité alimentaire de la province et nous ferons en sorte que les services vétérinaires, lesquels ont été mis à dure épreuve sous l'ancien gouvernement, soient renforcés et soutenus par...

**M<sup>me</sup> Bockus** (Sainte-Croix, PC) : Merci, Madame la présidente. Le gouvernement libéral se montre alarmiste, et les gens du Nouveau-Brunswick ont peur. La décision d'abolir les services vétérinaires et de fermer le laboratoire provincial a des répercussions non seulement sur les agriculteurs, dont le moyen de subsistance sera touché, mais aussi sur les gens en général. Les gens du Nouveau-Brunswick s'inquiètent de plus en plus des décisions du gouvernement à l'égard des vétérinaires, des factures d'électricité et des prix de



# Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

## Questions orales

l'essence, et ils me font part de leurs inquiétudes. Ils sont de plus en plus nombreux à dire qu'ils cultiveront un jardin cette année afin de les aider à composer avec la hausse persistante du coût des aliments. J'ai parlé à la propriétaire de Mayfield Gardens, à St. Stephen, pendant la fin de semaine. Elle a constaté une hausse marquée — soit de 30 à 40 % par rapport à l'année dernière — du nombre de personnes qui viennent acheter des plants pour aménager un potager.

Des gens qui n'avaient jamais même semé une graine auparavant demandent à la propriétaire et à son personnel de l'aide et des conseils. Le ministre de l'Agriculture et la première ministre ont-ils réfléchi à l'incidence qu'aura sur les gens ordinaires leur décision d'abolir les services vétérinaires et de faire fermer le laboratoire provincial? Merci.

**L'hon. Mme Holt** (Fredericton-Sud—Silverwood, première ministre ; ministre responsable des Langues officielles, L) : Madame la présidente, je trouve assez fort d'entendre les députés du côté de l'opposition parler d'alarmisme lorsqu'ils disent qu'un laboratoire fermera ses portes, alors que ce n'est pas le cas. Le laboratoire reste ouvert. Les pathologistes continuent d'y travailler. L'agrément demeure en place. Les services demeureront offerts au secteur agricole essentiel dans lequel investit le ministre. Contrairement à ce qu'a fait le prédécesseur du ministre, le ministère de ce dernier prévoit de consacrer des millions de dollars au secteur agricole.

La députée veut parler de défis qui se posent aux gens du Nouveau-Brunswick. Elle parle des défis qui se posent à eux pour ce qui est des factures d'électricité. Eh bien, nous avons réduit leurs factures d'électricité de 10 %. De l'autre côté de la Chambre, on veut imposer une taxe qui ferait augmenter les factures d'électricité des gens. La députée d'en face a parlé du prix des aliments et des difficultés liées au coût de la vie. Notre gouvernement fournit un programme universel de déjeuners dans les écoles et, maintenant, un programme de dîners à l'école à contribution libre, ce qui permet aux familles d'économiser 800 \$ par année sur leurs dépenses liées au coût de la vie. Nous sommes ici pour soutenir les gens du Nouveau-Brunswick, alors que les gens d'en face souhaiteraient qu'ils aient...

**Mme Bockus** (Sainte-Croix, PC) : Madame la présidente, le ministre de l'Agriculture et la première ministre ne cessent de nous répéter que le laboratoire provincial ne fermera pas. Pendant une période de questions de la semaine dernière, l'essentiel des réponses du ministre de l'Agriculture portait sur l'intention de son ministère de réaliser une étude de faisabilité concernant le laboratoire. Si le laboratoire n'est pas censé fermer, pourquoi menez-vous, en ce moment, une étude de faisabilité? Est-ce pour étayer votre décision éventuelle de fermer le laboratoire? Merci.

[Original]

**L'hon. M. Finnigan** (Kent-Nord, ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, L) : Merci, Madame la présidente. L'étude en cours vise à cerner des façons de mieux faire les choses pour qu'elles soient plus efficaces et plus responsables envers la population.



# Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

## Questions orales

L'étude déterminera le tout. Il n'y a pas de résultats prédéterminés. Nous procédons à cette étude pour voir s'il y a moyen de mieux faire les choses. Si l'étude nous montre que nous pouvons le faire, nous le ferons. Sinon, nous ferons ce qui est, selon l'étude, la meilleure chose à faire concernant le laboratoire. Merci, Madame la présidente.

[Traduction]

**M<sup>me</sup> Bockus** (Sainte-Croix, PC) : Merci, Madame la présidente. Compte tenu du plus récent fiasco lié à l'élimination des services vétérinaires provinciaux, les gens du Nouveau-Brunswick se concentrent maintenant sur la viabilité. Les gens qui le peuvent aménagent des potagers afin de produire des aliments pour eux-mêmes et leur famille. Selon la propriétaire de Mayfield Greenhouses, à St. Stephen, la demande pour les plants et les graines est énorme. La fin de semaine dernière, elle m'a dit que, pour répondre à la demande, elle continuait de planter des tomates, des poivrons et d'autres cultures dans une serre de 3 000 pi<sup>2</sup> ainsi que dans une autre serre de 1 500 pi<sup>2</sup>. Elle prévoit poursuivre les semis pendant encore deux autres semaines et de faire une expérience ensuite. Elle compte maintenir ces serres en activité afin de produire des fruits et des légumes plus tard dans la saison et de les vendre. Le ministre de l'Agriculture a-t-il envisagé d'offrir un financement aux exploitants de serres afin qu'ils puissent élargir leurs activités pendant qu'il supprime les services vétérinaires destinés aux agriculteurs? Merci.

**L'hon. M. Finnigan** (Kent-Nord, ministre de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, L) : Merci, Madame la présidente. À titre d'ancien propriétaire de centre de jardinage et à titre de producteur maraîcher, je comprends très bien pourquoi les gens veulent cultiver un jardin pour produire leurs propres aliments. Il s'agit d'une période occupée de l'année, et il est toujours encourageant de voir un nombre croissant de personnes venir acheter des plants. Je ne sais pas si vous vous en souvenez, mais la première fois que j'ai pris la parole à la Chambre, j'ai en quelque sorte donné un cours accéléré sur la façon de planter des tomates. Le tout ne s'est pas trop bien passé, mais je demeure tout à fait disposé à conseiller les gens sur la façon d'aménager un potager et de cultiver leurs propres aliments.

Madame la présidente, je peux vous dire qu'il s'agit d'une période occupée de l'année. Il est très encourageant de constater l'engouement actuel. Au cours de la fin de semaine, je participerai à l'ouverture du jardin à Memramcook, et toute la collectivité y sera. Je pense que c'est très encourageant. Mon objectif est d'accroître la production alimentaire au Nouveau-Brunswick pour la population locale et pour l'exportation.

[Original]

Merci, Madame la présidente.

[Traduction]

### ÉDUCATION

**M<sup>me</sup> Mitton** (Tantramar, V) : Madame la présidente, la semaine dernière, lorsque j'ai posé à la ministre de l'Éducation des questions sur son plan de mettre en oeuvre un programme d'études sur l'IA de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année, elle a refusé de reconnaître qu'une telle initiative était en cours. Toutefois, elle a fait plusieurs affirmations. La ministre a dit que l'on consultait les parents. À titre de parent, je n'ai vu aucune preuve de telles consultations. La ministre a seulement dit que le ministère mettait à jour son approche et ses lignes directrices en matière de littératie numérique, alors qu'il apporte également des modifications au programme d'études de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année.

Elle a affirmé que les jeunes enfants n'utiliseraient pas des outils d'IA, mais c'est exactement le programme d'études que le ministère prévoit de lancer dans trois mois. Effectivement, le programme prévoit l'utilisation de l'IA en maternelle, en 1<sup>re</sup> année, en 2<sup>e</sup> année, en 3<sup>e</sup> année, en 4<sup>e</sup> année, au primaire et au-delà.

La ministre de l'Éducation confirmera-t-elle que les élèves de l'école élémentaire du secteur anglophone utiliseront l'IA?

**L'hon. C. Johnson** (Moncton-Sud, ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, L) : Madame la présidente, je remercie la députée d'en face de sa question et de l'occasion qu'elle me donne d'expliquer la situation encore une fois. Comme je l'ai déjà mentionné, nous proposons une mise à jour du programme d'études. Il s'agit d'une ébauche, et nous consultons actuellement les gens. Nous entendons des préoccupations, mais nous entendons aussi des éloges. Nous modifierons le programme en fonction du tout avant de le mettre en oeuvre. Nous ne le mettrons pas en oeuvre tant qu'il ne sera pas prêt.

Il y a une énorme différence entre apprendre ce qu'est l'IA et utiliser l'IA. Pour les premières années du primaire, nous nous engageons à parler de l'IA et à instaurer des mesures d'encadrement afin de garantir une utilisation appropriée lorsqu'elle sera introduite plus tard, mais non à en permettre l'utilisation dès maintenant. Nous devons également fournir au personnel enseignant des ressources afin qu'il puisse répondre aux questions des enfants. Les enfants voient les adultes qui les entourent utiliser les technologies. Ils se posent des questions et se tournent vers le personnel enseignant pour obtenir des réponses. C'est...

**M<sup>me</sup> Mitton** (Tantramar, V) : Madame la présidente, je me demande honnêtement si la ministre a même vu le programme.

[Original]

Dans le secteur francophone, il est clair que, dans le plan d'éducation, il n'y a rien sur l'intelligence artificielle avant la 6<sup>e</sup> année. Cependant, le plan d'éducation du secteur



## Questions orales

anglophone — et je cite — « place la littératie en IA au coeur de notre vision, en tant que catalyseur de la curiosité, de la confiance et de meilleures possibilités ». Pourtant, certaines administrations prennent la direction opposée et retirent la technologie des salles de classe pour améliorer les résultats scolaires. La ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance renoncera-t-elle au déploiement du programme d'études sur l'intelligence artificielle de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année?

**L'hon. C. Johnson** (Moncton-Sud, ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, L) : Merci, Madame la présidente. Merci à la députée du côté de l'opposition de nous permettre encore une fois de clarifier notre position à cet égard, cette fois-ci, en ce qui concerne le secteur francophone. Oui, parfois, on verra de légères différences entre les deux secteurs, mais c'est voulu. Nous voulons être capables de reconnaître l'unicité des deux secteurs.

Oui, j'ai lu le programme d'études. Je veux absolument que ce soit clair. Il est en format d'ébauche. Nous y travaillons encore de concert avec les personnes qui nous fournissent des rétroactions.

Quant au secteur francophone, comme c'est le cas dans le secteur anglophone, l'apprentissage dans nos écoles est basé sur la curiosité et sur le jeu, et un accent très particulier est mis sur la littératie et la numératie. L'approche est la même dans les deux secteurs. Les deux plans d'éducation prévoient du temps sans écran, parce que nous voulons absolument protéger de tels moments et nous assurer que les enfants apprennent dehors...

[Traduction]

**M<sup>me</sup> Mitton** (Tantramar, V) : Madame la présidente, encore une fois, dans le plan d'éducation propre au secteur anglophone, il est indiqué que l'IA n'est pas seulement un outil utilisé dans un cours d'informatique, mais aussi un puissant catalyseur qui touche le programme d'études, les évaluations, les pratiques d'enseignement et le processus d'apprentissage des élèves dans l'ensemble du système. On dirait bien que le ministère a adopté l'IA sans réserve.

Dans le cadre d'un sommet sur l'IA débutant aujourd'hui, à Fredericton, le sous-ministre du secteur anglophone ainsi que des membres du personnel donneront une présentation sur la façon dont l'IA a été intégrée au programme d'études prévu pour la maternelle à la 12<sup>e</sup> année. Leur présentation met en évidence le cadre du Nouveau-Brunswick en matière de technologies numériques et d'intelligence artificielle, y compris l'intégration de l'IA à l'ensemble des documents liés à la littératie numérique et au programme d'études de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année. Dans les documents du programme, il est indiqué que de jeunes enfants utiliseront des outils d'IA.

Madame la présidente, on dirait bien que la ministre tente de me faire douter de ce qui se passe réellement. Au moment où je lui pose des questions au sujet du nouveau programme

## Questions orales

d'études en matière d'IA, l'un de ses sous-ministres s'apprête à donner demain, dans le cadre d'un sommet sur l'IA, une présentation sur l'intégration de l'IA au programme d'études de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année. Pourquoi le ministère présente-t-il de tels renseignements à un auditoire payant alors qu'il ne les a pas communiqués à la population générale?

**L'hon. C. Johnson** (Moncton-Sud, ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, L) : Madame la présidente...

(Exclamations.)

**L'hon. C. Johnson** (Moncton-Sud, ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, L) : Madame la présidente, voilà une bonne question. Bien sûr. C'est une bonne question, absolument. Oui, une partie de l'objectif du système d'éducation publique consiste à enseigner aux élèves comment évoluer dans le monde d'aujourd'hui et de demain. Cela passe notamment par l'enseignement des technologies et de l'IA, puisqu'elles font désormais partie du quotidien des élèves. Il s'agit de répondre à leurs questions et de les sensibiliser aux risques et aux responsabilités qui y sont associés. Les membres du personnel enseignant nous indiquent qu'ils ont besoin de balises. Ils ont besoin qu'on leur indique les meilleures pratiques à adopter, et c'est l'objectif de ce programme modernisé. Bon, le programme n'est pas encore lancé. Il le sera lorsqu'il sera prêt. Oui, nous devons réfléchir à la forme que prendra le tout à chaque étape du processus d'apprentissage. Je peux toutefois vous garantir qu'il n'est pas question de mettre de telles technologies dans les mains de jeunes enfants. Merci, Madame la présidente.

[Original]

## SERVICES VÉTÉRINAIRES

**M. Savoie** (Saint John-Est, chef de l'opposition officielle, PC) : Merci beaucoup, Madame la présidente.

[Traduction]

Les agriculteurs en ont assez, Madame la présidente. Ils en ont assez d'entendre le gouvernement actuel leur dire ce qui est bon pour eux. Ils en ont assez d'entendre le gouvernement actuel essayer de les convaincre qu'il a la situation en main et que tout ira tellement mieux. Les agriculteurs savent que la réalité sera tout autre. Le ministre a dit, dans l'une de ses déclarations aujourd'hui, que les vétérinaires et les agriculteurs avaient tout faux. Ils ont cessé de traiter avec le gouvernement parce qu'ils savent que ce dernier fait une erreur. J'ai parlé avec les agriculteurs qui se trouvent à l'extérieur. Ils ont dit qu'ils n'accepteraient jamais ce que préparait le gouvernement. Tout ce qu'ils sont prêts à accepter, c'est que le gouvernement fasse marche arrière, qu'il rétablisse les services vétérinaires provinciaux et qu'il veille à ce que les services de laboratoire soient maintenus sans compromis sur la qualité. Voilà ce qu'ils veulent. Ils sont prêts à se battre pour cela. Ils



# Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

## Questions orales

ne cesseront pas tant que le gouvernement ne fera pas marche arrière. Ferez-vous marche arrière, oui ou non?

**L'hon. M<sup>me</sup> Holt** (Fredericton-Sud—Silverwood, première ministre ; ministre responsable des Langues officielles, L) : Madame la présidente, notre gouvernement est résolu à travailler avec le secteur agricole, et nous lui avons toujours maintenu une porte ouverte ainsi que des voies de dialogue ouvertes. Nous sommes ravis que l'Alliance agricole ait décidé de revenir à la table de négociations et veuille poursuivre les discussions avec nous afin de voir comment mettre en oeuvre la transition de manière à ce que la province bénéficie de meilleurs services vétérinaires. Il y a, depuis trop longtemps, un manque de personnel. Nous ne disposons pas des ressources nécessaires. Nous n'étions pas en mesure de prendre de nouveaux clients. Nous avons maintenant l'occasion de faire en sorte que les vétérinaires soient bien rémunérés, que le secteur privé contribue à l'offre de services, que les services de laboratoire et de réglementation soient maintenus et que la chef des soins vétérinaires demeure en poste.

Notre gouvernement est sur le terrain et noue le dialogue avec les gens du secteur laitier, les éleveurs de bovins, de porcs et de poulets, les producteurs d'oeufs, les gens de l'Alliance agricole et les vétérinaires. Nous continuerons de discuter avec eux. Nous continuerons de travailler en collaboration, ce que, d'après ce que je comprends, les gens d'en face ont du mal à reconnaître, et nous veillerons à ce que...

**La présidente** (L'hon. M<sup>me</sup> Landry) : Le temps consacré à la période des questions est écoulé.

